



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 décembre 2011  
Français  
Original : espagnol

---

## Soixante-sixième session

Points 132 et 142 de l'ordre du jour

### **Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies**

### **Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne**

### **Rapport de la Cinquième Commission**

*Rapporteur* : M. Noel **González Segura** (Mexique)

## **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 16 septembre 2011, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-sixième session les questions intitulées « Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies » et « Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne » et de les renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné les questions à ses 4<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> séances, les 4 octobre et 23 décembre 2011. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/66/SR.4 et 25).
3. Pour l'examen de ces questions, la Commission était saisie des documents suivants :
  - a) Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (A/66/286 (Part I) et Add.1);
  - b) Rapport d'activité du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2010 au 31 juillet 2011 (A/66/299);
  - c) Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « La fonction d'audit dans le système des Nations Unies » et



ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (A/66/73 et Add.1).

## **II. Examen du projet de résolution A/C.5/66/L.26**

4. À sa 25<sup>e</sup> séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne » (A/C.5/66/L.26), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant du Japon.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.26 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

### III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne**

*L'Assemblée générale,*

#### **I**

##### **Activités du Bureau des services de contrôle interne**

*Rappelant* ses résolutions 48/218 B du 29 juillet 1994, 54/244 du 23 décembre 1999, 59/272 du 23 décembre 2004, 60/259 du 8 mai 2006, 63/265 du 24 décembre 2008, 63/287 du 30 juin 2009, 64/232 du 22 décembre 2009, 64/263 du 29 mars 2010 et 65/250 du 24 décembre 2010,

*Ayant examiné* le rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011<sup>1</sup>, ainsi que le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « La fonction d'audit dans le système des Nations Unies »<sup>2</sup> et la note connexe du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du Corps commun d'inspection<sup>3</sup>,

1. *Réaffirme* que c'est à elle qu'il incombe au premier chef d'examiner les rapports qui lui sont présentés et de prendre les décisions qu'ils appellent;

2. *Réaffirme également* le rôle de contrôle qui est le sien et celui qui revient à la Cinquième Commission en matière administrative et budgétaire;

3. *Réaffirme en outre* que les mécanismes de contrôle interne et externe sont indépendants et ont des rôles distincts et différents;

4. *Rappelle* que le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat jouit d'une indépendance opérationnelle, sous l'autorité du Secrétaire général, pour l'exercice de ses fonctions de contrôle interne, conformément aux résolutions pertinentes;

5. *Engage* les organes de contrôle interne et externe de l'Organisation des Nations Unies à coopérer davantage entre eux, notamment à tenir des séances communes de planification des travaux, sans préjudice de l'indépendance de chacun;

6. *Prend note* du rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011<sup>1</sup>;

7. *Prie* le Secrétaire général de porter toutes les résolutions pertinentes ayant trait aux activités du Bureau des services de contrôle interne à l'attention des directeurs de programme concernés;

<sup>1</sup> A/66/286 (Part I) et Add.1.

<sup>2</sup> Voir A/66/73.

<sup>3</sup> Voir A/66/73/Add.1

8. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les résolutions pertinentes, y compris celles qui portent sur les questions transversales, soient portées à l'attention des directeurs de programme concernés et à ce que le Bureau des services de contrôle interne en tienne compte lui aussi dans la conduite de ses activités;

9. *Engage* le Bureau des services de contrôle interne à poursuivre les efforts qu'il déploie pour renforcer ses fonctions d'audit, d'investigation, d'inspection et d'évaluation;

10. *Rappelle* les paragraphes 7 et 8 de sa résolution 64/263 et, à cet égard, prie le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne de rassembler et de définir de façon détaillée les termes clefs relatifs à ses activités de contrôle, en étroite concertation avec les départements et bureaux concernés, dont le Département de la gestion et le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat, compte tenu des définitions dont se servent déjà le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection, ainsi que des vues du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit;

11. *Invite* le Bureau des services de contrôle interne à continuer de faire figurer dans ses rapports annuels une analyse des tendances générales et des problèmes stratégiques apparaissant au fil du temps, concernant le contrôle interne dans l'Organisation, ainsi qu'un bilan de toutes les recommandations d'importance critique, en tenant compte de la catégorie de risque, de la date butoir fixée pour l'application et du bureau responsable de cette application;

12. *Prie* le Secrétaire général de donner suite aux recommandations relatives à des problèmes systémiques que le Bureau des services de contrôle interne a faites à plusieurs reprises et qui ont été acceptées mais n'ont pas encore été appliquées;

13. *Prend note avec préoccupation* de l'état d'application des recommandations figurant dans le rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011;

14. *Prie* le Secrétaire général d'encourager tous les directeurs de programme à redoubler d'efforts pour appliquer intégralement les recommandations du Bureau qui ont été acceptées;

15. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les recommandations du Bureau des services de contrôle interne qui ont été acceptées, y compris celles portant sur l'élimination de certaines dépenses, le recouvrement des sommes indûment versées, les gains d'efficacité et d'autres améliorations, soient intégralement appliquées dans les meilleurs délais, et de présenter des justifications détaillées dans les cas où les recommandations du Bureau ne sont pas acceptées;

16. *Note* qu'un des rôles du Comité de gestion est de suivre attentivement l'application des recommandations des organes de contrôle, et insiste sur la nécessité d'assurer ce suivi avec les directeurs de programme afin que les recommandations soient intégralement appliquées, dans les meilleurs délais;

17. *Accueille avec satisfaction* les mesures prises pour réduire le taux de vacance de postes élevé au Bureau des services de contrôle interne, notamment aux postes de direction;

18. *Réaffirme* sa préoccupation devant la persistance de taux de vacance de postes élevés au Bureau des services de contrôle interne et, à cet égard, demande une fois de plus au Secrétaire général de tout faire pour pourvoir à titre prioritaire les postes vacants du Bureau, en se conformant aux dispositions régissant le recrutement à l'Organisation des Nations Unies;

19. *Salue* les efforts et les initiatives entrepris par le Bureau des services de contrôle interne pour renforcer le contrôle interne, notamment l'amélioration des contrôles internes, des mécanismes de responsabilisation, de l'efficacité et de l'efficacité de ses opérations ainsi que le suivi des mesures prises pour donner effet à ses recommandations, conformément à son mandat, et l'invite à continuer en ce sens;

20. *Réaffirme* le paragraphe 12 de sa résolution 64/263;

21. *Prie* le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne de lui présenter, au plus tard durant la partie principale de sa soixante-septième session, une proposition sur la diffusion ou la communication des rapports d'audit interne, qui en préciserait notamment les paramètres et les modalités, en étroite consultation avec les partenaires clefs, dont le Département de la gestion, le Bureau des affaires juridiques et le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit;

22. *Prend note* du paragraphe 28 du rapport du Bureau des services de contrôle interne<sup>4</sup> et décide que le Bureau conservera ses procédures actuelles en ce qui concerne la présentation des rapports qu'il établit à son intention;

23. *Réaffirme* que le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection continueront de recevoir des exemplaires de tous les rapports du Bureau des services de contrôle interne, demande que ceux-ci soient disponibles un mois au plus après leur achèvement et souligne que le Comité et le Corps commun doivent formuler des observations, le cas échéant;

## II

### Activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

*Rappelant* sa résolution 61/275 du 29 juin 2007,

*Ayant examiné* le rapport annuel du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2010 au 31 juillet 2011<sup>5</sup>,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit;

2. *Réaffirme* le mandat du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, figurant dans l'annexe à la résolution 61/275;

3. *Rappelle* le paragraphe 5 de sa résolution 61/275 et souligne à cet égard qu'une des fonctions du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit est de veiller à l'indépendance opérationnelle du Bureau des services de contrôle interne;

<sup>4</sup> A/66/286 (Part I).

<sup>5</sup> A/66/299.

4. *Engage* les organes de contrôle de l'Organisation des Nations Unies à continuer de partager les données d'expérience, les connaissances, les pratiques de référence et les enseignements dont ils disposent avec le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, afin que celui-ci remplisse mieux le rôle et les attributions que lui confère son mandat, sans préjudice des mandats respectifs des organes de contrôle de l'Organisation;

5. *Rappelle* le paragraphe 6 de sa résolution 64/263 et, à cet égard :

a) Décide de poursuivre l'examen des observations, commentaires et recommandations figurant aux paragraphes 19, 20 d), 21, 24, 42 et 43 de l'annexe du rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur les activités pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2008 au 31 juillet 2009<sup>6</sup>;

b) Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Bureau des services de contrôle interne fasse figurer dans ses rapports annuels une brève description de toute entrave à son indépendance;

6. *Fait siennes* les observations, commentaires et recommandations figurant aux paragraphes 14, 17, 18, 20, 26, 31, 37, 40, 42, 44 et 50 du rapport annuel du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit<sup>5</sup> et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit véritablement donné suite, compte tenu des dispositions de ses résolutions touchant aux activités du Bureau des services de contrôle interne.

---

<sup>6</sup> A/64/288.